

NOTES
DE L'IFRI



OCTOBRE
2024



Multi-alignement et *de-risking*

Les réponses du Sud global
à la fragmentation du monde

Initiative
géoéconomie
et géofinance

Hakim BEN HAMMOUDA

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0926-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : © rafastockbr/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Hakim Ben Hammouda, « Multi-alignement et *de-risking*. Les réponses du Sud global à la fragmentation du monde », *Notes de l’Ifri*, Ifri, octobre 2024.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Hakim Ben Hammouda a été ministre de l'Économie et des Finances de la Tunisie en 2014-2015. Auparavant, il a été conseiller spécial du président de la Banque africaine de développement (BAD) et a occupé des postes importants dans diverses institutions internationales, notamment à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations unies (ONU), où il a été économiste en chef de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Au cours de sa carrière, il a été responsable de la supervision et de l'exécution de grands programmes de développement. Il a également été chargé de la rédaction de rapports, notamment l'Economic Report on Africa, l'African Integration Report et l'African Economic Outlook (BAD, Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] et ONU).

Hakim Ben Hammouda est titulaire d'un doctorat en économie internationale et d'une habilitation à diriger des recherches. Il enseigne l'économie du développement et l'économie internationale dans plusieurs universités. Il est l'auteur de plus de 30 essais, de nombreux articles dans des revues scientifiques et de chroniques dans divers journaux et magazines.

Résumé

Les turbulences et les conflits menacent la stabilité de l'ordre mondial. La réponse du Sud global à ces risques de fragmentation peut être analysée comme prenant deux formes principales : l'une politique, le multi-alignement, l'autre économique, visant à réduire les risques (*de-risking*). Par le multi-alignement, les pays du Sud cherchent à élargir leurs alliances avec les principaux pôles mondiaux, en se libérant des contraintes idéologiques du passé afin de réduire les risques géopolitiques. La réduction des risques passe par le renforcement de la coopération économique au sein du Sud. Cette *Note de l'Ifri* analyse et illustre ces réponses.

Abstract

Turbulences and conflicts threaten the stability of the global order. The Global South's response to these fragmentation risks can be analyzed as taking two main forms: a political one through multi-alignment and an economic one aimed at de-risking. Through multi-alignment, countries in the South aim to broaden their alliances with major global poles, freeing themselves from the ideological constraints of the past to reduce geopolitical risks. De-risking entails the strengthening of economic cooperation within the Global South. This *Ifri Paper* analyses and illustrates these responses.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LE MULTI-ALIGNEMENT, UNE ALTERNATIVE À L'ALIGNEMENT ET AU NON-ALIGNEMENT DANS LE SUD GLOBAL	9
Les stratégies du multi-alignement, de la théorie à la pratique	11
LE <i>DE-RISKING</i> : ENJEUX ET DÉFIS	13
Le <i>de-risking</i> : vers une nouvelle coopération dans le Sud global ?... 15	
Les scénarios du <i>de-risking</i> du Sud global	16
CONCLUSION	18

Introduction

La globalisation a offert un cadre de stabilité et de prospérité pour l'ordre global à partir du milieu des années 1980 et jusqu'à la grande crise financière des années 2008 et 2009. Cette phase a été marquée par une croissance relativement élevée associée à une grande stabilité macroéconomique. L'inflation a été maîtrisée après une envolée dans les années 1970, les grands équilibres étaient stables et l'endettement faible.

Mais le succès de cette « norme globale » ne se limitait pas à ce contexte macroéconomique et à cette longue période de stabilité. Il comportait en effet une transformation structurelle de l'économie mondiale avec l'avènement des chaînes de valeur globales qui vont offrir le cadre d'une croissance globale partagée. Cette nouvelle division internationale du travail va ouvrir la voie à une croissance forte dans les pays du Sud et contribuera largement au phénomène de l'émergence.

Ce nouvel ordre global a marqué de son empreinte non seulement le cadre macroéconomique et les dynamiques de croissance mais a été également à l'origine d'une longue période de prospérité. L'accélération de la croissance dans les pays émergents a permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté et a favorisé d'importants progrès en matière d'objectifs de développement durable (ODD) dans un grand nombre de pays. Or, cette dynamique va s'essouffler à partir de la grande crise de 2008 et 2009, et la multiplication des crises climatiques, sociales et politiques va sonner les glas de la « globalisation heureuse ».

À partir de là, l'ordre global va rentrer dans une grande ère d'incertitude et d'inquiétudes sur l'avenir. Pour certains, ce moment est une simple baisse de l'intensité de la globalisation consacrée par la notion de « slowbalization » utilisée pour la première fois par Adidej Bakas en 2015 et devenue depuis courante dans le débat économique¹. Selon cette analyse, ce phénomène est lié à la baisse des échanges commerciaux, le blocage des réformes d'ouverture commerciale et à une montée des conflits commerciaux. Mais, la *slowbalization* n'est qu'un phénomène passager dans ces analyses et la globalisation reprendra sa marche triomphale.

Pour d'autres, l'essoufflement de la globalisation est significatif de transformations et de mutations beaucoup plus importantes de l'économie globale qualifiée de « dé-globalization » dans la littérature². Il s'agit d'un

1. Voir N. Kandil, O. Battaïa et R. Hammami, « Globalisation vs. Slowbalisation: A Literature Review in Supply Chain Management », *Annual Reviews in Control*, vol. 49, 2020, p. 277-287.

2. Voir P. K. Goldberg et T. Reed, « Is the Global Economy Deglobalizing? If so, Why? And What Is Next? », The Brookings Institution, 23 mars 2023.

recul des échanges commerciaux et des investissements directs étrangers qui accompagnent des transformations plus structurelles, avec la remise en cause des chaînes de valeur globale et le retour en force du *reshoring* (relocalisation de certaines activités industrielles dans les pays d'origine) ou du *nearshoring* (entatives de construction de chaînes de valeur régionale). Ce phénomène a été accentué par la pandémie du Covid-19 et la disruption des réseaux d'échanges globaux des chaînes de valeur.

Certes, les analyses en termes de dé-globalization ont commencé à mettre en exergue les mutations et les transformations que l'économie mondiale est en train de traverser mais ce sont les analyses en termes de fragmentation qui vont mettre l'accent sur les grandes turbulences et les désordres qui pèsent sur la stabilité de l'ordre global. Ces analyses en termes de fragmentation introduisent dans l'analyse économique les questions stratégiques et géo-économiques rarement prises en compte par les économistes³. Ces analyses et les défis de cet éclatement du monde global sont au centre du débat public au cours des dernières années.

Dans l'analyse des origines de cette fragmentation, plusieurs facteurs sont mis en exergue particulièrement les conflits armés avec l'invasion russe de l'Ukraine et l'invasion de Gaza avec leurs conséquences régionales. Mais, ces conflits s'inscrivent dans une dynamique plus ancienne que Ghassan Salamé appelle la « dérégulation de la violence globale » et qui remonte à la seconde guerre du Golfe en 2003⁴. Parallèlement à l'instabilité du monde, ces conflits ont des effets importants sur l'économie mondiale avec une prévision du Fonds monétaire international (FMI) de la baisse de la croissance globale de 5 %, ainsi qu'une hausse de l'inflation et une augmentation de la pauvreté et de la marginalisation sociale particulièrement dans les pays du Sud global⁵.

Outre ces conflits géostratégiques, le récit de la fragmentation du monde trouve également son origine dans la guerre commerciale à laquelle se livrent les principaux pôles de l'économie globale, et particulièrement la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine qui a connu une escalade importante en 2018 sous l'administration Donald Trump et qui s'est poursuivie avec l'administration Joe Biden.

Parallèlement à ces conflits commerciaux, les grands pays développés ont mis en place de nouvelles stratégies industrielles afin de reconstruire leur compétitivité, favoriser leur transition vers une économie verte et assurer

3. Voir S. Aiyar *et al.*, « Geoeconomic Fragmentation and the Future of Multilateralism », Fonds monétaire international (FMI), janvier 2023.

4. Voir G. Salamé, *La Tentation de Mars : guerre et paix au 21^e siècle*, Paris, Fayard, 2024.

5. Voir sur la question de l'impact économique de fragmentation du monde les travaux du FMI et de la Banque mondiale. À noter : K. Gerogieva, « Pourquoi devons-nous empêcher la fragmentation économique et comment y parvenir ? », FMI, 22 mai 2022.

leur maîtrise des transformations technologiques en cours⁶. D'importants instruments ont été mis en place pour favoriser les transitions vertes et appuyer les secteurs stratégiques avec des subventions ainsi que d'autres types d'appuis financiers, notamment avec la création de fonds spécifiques destinés à ces secteurs ou le renforcement des commandes publiques.

Ce récit de la fragmentation et la montée des conflits géostratégiques ont été à l'origine de la montée d'un nationalisme économique qui s'est exprimé à travers un recours à des politiques publiques marquées par le choix de la souveraineté remis en cause par la globalisation⁷. En même temps, ces évolutions ont été au centre d'une préférence pour les alliés en termes d'échanges commerciaux ou d'investissements et ce qu'on a appelé le *de-risking* ou *friendshoring*⁸.

C'est dans ce contexte global plein de tumultes et de turbulences que vont émerger le Sud global et la contestation de l'ordre global. Cette critique n'est pas nouvelle et a pris différentes expressions dans l'histoire des relations internationales, notamment dans les revendications du mouvement des non-alignés après la Conférence de Bandung en 1955 ou la revendication d'un Nouvel ordre économique international après le Sommet des non-alignés à Alger en 1973. L'émergence du Sud global après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a constitué un événement important et a marqué le retour d'une dissidence du Sud contre l'ordre global.

Nous faisons l'hypothèse dans cette contribution que cette dissidence du Sud s'exprime de manière nouvelle et prend des formes différentes par rapport à celles que ces pays ont connues dans l'histoire. La réponse récente du Sud global face à la fragmentation de l'ordre global prend deux formes. Une forme politique par le biais du multi-alignement et une expression économique par l'émergence d'une forme de *de-risking*⁹ et d'un renforcement de la coopération économique dans le Sud global. Le multi-alignement est une nouvelle stratégie adoptée par un grand nombre de pays du Sud, qui cherchent à multiplier les rapprochements avec les grands pôles de l'ordre global, dans un contexte de fragmentation et de tensions

6. Voir sur le retour des politiques industrielles : R. Juhasz, N. Lane et D. Rodrik, « The New Economics of Industrial Policy », *NBER Working Paper*, n° 31538, 2023 ; V. Millot et L. Rawdanowicz, « The Return of Industrial Policies: Policy Considerations in the Current Context », *OECD Economic Policy Papers*, n° 34, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2024 ; « Government Support in Industrial Sectors: A Synthesis Report », *OECD Trade Policy Papers*, n° 270, OCDE, 2023 ; A. Terzi, A. Singh et M. Sherwood, « Industrial Policy for the 21st Century: Lessons from the Past », *European Economy-Discussion Papers*, n° 157, Directorate General Economic and Financial Affairs, 2022.

7. Voir H. Ben Hammouda, « Les souverainetés ouvertes : la nouvelle perspective stratégique pour le développement », in M. Gassab (dir.), *L'Économie tunisienne 2023. La Tunisie au milieu du gué*, Tunis, Global Institute 4 Transitions/Éditions Nirvana, 2023.

8. Voir « What Is "Friendshoring"? Western Policy-Makers Want to Move Supply Chains to Friendly Countries », *The Economist*, 30 août 2023.

9. Ce terme est souvent traduit par « réduction des risques », mais il nous semble plus clair de l'utiliser tel quel dans ce qui suit, tant il a pris en lui-même un sens spécifique.

croissantes¹⁰. Cette stratégie se distingue de celle du non-alignement qui faisait, à partir de la fin des années 1950 et jusqu'au début des années 1980, de l'unité du Sud la réponse aux inégalités de l'ordre global. Il s'agit pour les pays du Sud dans cette nouvelle stratégie d'agrandir le spectre de leurs alliances avec les grands pôles de l'ordre global et de les libérer du carcan idéologique du passé afin de réduire les risques géopolitiques.

Mais la stratégie du Sud global ne se limite pas à sa composante politique. Elle intègre également une importante dimension économique avec l'adoption d'une stratégie de *de-risking* notamment en favorisant des choix de *friendshoring*¹¹ pour faire face aux turbulences et aux désordres de l'ordre global.

C'est à cette double stratégie de multi-alignement et de *de-risking*, qui définit le cadre de la réponse du Sud global à la fragmentation du monde, qu'est consacrée notre analyse. Après cette introduction, nous reviendrons sur l'expression politique de cette dissidence et le développement de la stratégie du multi-alignement dans un grand nombre de pays du Sud global. Nous aborderons ensuite la question du *de-risking* de manière globale, pour en saisir les enjeux et les défis. Nous nous attacherons à discuter les formes de *de-risking* dans le Sud global et le renforcement de la coopération entre les pays du Sud. Enfin, nous évoquerons les scénarios futurs du *de-risking* dans les pays du Sud.

10. Voir sur cette question le numéro spécial de *Foreign Affairs*, « The Nonaligned World: The West, the Rest and the New Global Disorder », juin 2023.

11. Voir le schéma « Friendshoring and Trade Concentration Trends Continue to Shape Global Trade in Q1 2024 » in « Global Trade Update Report », Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), juillet 2024, p. 6, disponible en PDF sur : <https://unctad.org>. Le schéma illustre les tendances en matière de *friendshoring* et de concentration commerciale sur le premier trimestre (Q1) 2024.

Le multi-alignement, une alternative à l'alignement et au non-alignement dans le Sud global

Les pays du Sud ont intensifié leurs efforts au cours des derniers mois pour imposer de véritables réformes du système global afin de le rendre plus équitable et juste. La multiplication des crises économique, sociale et climatique a justifié ces revendications. La pandémie du Covid-19 a également suscité beaucoup de frustration et de colère parmi les pays du Sud en ce qui concerne l'accès aux vaccins et la priorité accordée par les pays développés à leurs populations. Ces crises multiples ont constitué des chocs et de grands motifs de colère qui ont justifié l'accélération de leurs revendications et de leur exigence de grandes réformes de l'ordre global. La guerre en Ukraine a renforcé les difficultés économiques et financières du Sud suite à l'accroissement des cours du pétrole et des prix des produits de première nécessité. Cette succession des crises a été à l'origine du renforcement des difficultés financières des pays du Sud et l'apparition d'une nouvelle crise de la dette.

La dissidence du Sud et la défense de ses revendications de réforme du système global ont pris différentes formes, dont les pressions sur les institutions existantes, le dynamisme des BRICS ou la création de nouvelles institutions regroupant les pays du Sud.

Mais, l'une des grandes évolutions dans la relation des pays du Sud global avec les pôles du système mondial est l'émergence de ce que l'on appelle aujourd'hui la stratégie de multiplicité des alignements ou la diversification des alliances. Cette nouvelle stratégie est également connue sous les vocables de « multi-alignement » ou de « pluri-latéralisme » dont l'objectif pour les pays du Sud global est d'améliorer à travers cette pluralité d'alliances leurs positions de négociations et de mieux défendre leurs intérêts.

Les stratégies du Sud global ont connu d'importants changements au cours des dernières années pour défendre leurs intérêts et améliorer leur position dans les négociations internationales. Outre les stratégies collectives au sein des institutions du système mondial ou la pression exercée par les alliances des pays du Sud, comme le groupe des BRICS, de nombreux pays ont suivi des stratégies individuelles pour améliorer leur position dans le

système mondial et défendre leurs intérêts en exploitant leurs avantages comparatifs.

Cette nouvelle stratégie de multi-alignement ou pluri-latéralisme rompt avec le non-alignement qui a prévalu dans les alliances et les positions de ces pays depuis la fin des années 1950 jusqu'à la fin des années 1970. Elle a accompagné les transformations majeures dans le système mondial, en particulier avec la fin de la bipolarité de l'après-guerre mondiale, qui divisait le monde en deux pôles : le monde libéral sous hégémonie américaine et le camp socialiste sous la domination de l'URSS. Dans cet équilibre de la terreur, les pays du Sud nouvellement indépendants ont choisi une troisième voie qui est celle du non-alignement sur l'un des deux pôles de la guerre froide, tout en cherchant à exercer des pressions pour éviter que le monde ne glisse dans un nouveau conflit global.

Or, le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui se distingue de manière radicale de celui de la guerre froide avec la chute de l'URSS et de celui sous domination américaine. Nous entrons ainsi dans un nouveau monde marqué par une pluralité des pôles avec l'avènement en force des nouvelles puissances émergentes comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud, qui vont constituer par la suite le groupe des BRICS.

C'est dans ce nouveau contexte que va se développer la stratégie du multi-alignement poursuivie par certaines puissances du Sud global avec l'évolution vers le monde multipolaire. Cette stratégie de pluralité d'alliances diffère fondamentalement de la stratégie du non-alignement dans la mesure où elle ne repose pas sur des choix idéologiques. C'est plutôt une stratégie pragmatique et réaliste suivie par de nombreux pays du Sud global pour défendre leurs intérêts et les protéger face aux grandes menaces qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui. Il s'agit d'une stratégie qui se traduit par une diplomatie transactionnelle, non alignée, en réalité affranchie des ralliements aux pays occidentaux dont l'Arabie saoudite, qui se détache de Washington et vient de rejoindre les BRICS, est l'illustration la plus aboutie¹².

Cette stratégie repose sur l'ouverture de canaux de dialogue et de négociation avec tous les pôles du système global par les pays du Sud afin de mieux défendre leurs intérêts et leur positionnement. Il s'agit d'une stratégie dynamique qui nécessite de la flexibilité et du réalisme. En même temps, cette stratégie nécessite la compréhension des grandes puissances qui étaient habituées par le passé à un alignement pur et simple, sans conditions, de la part de leurs alliés du Sud.

Cette stratégie a ouvert de nouvelles marges de manœuvre et de repositionnement pour les pays du Sud global. Les alliances de ces pays avec les grandes puissances du système ne sont plus stratégiques, mais il s'agit d'accords pragmatiques sur des questions bien spécifiques. Cette stratégie

12. S. Bermann et E. Fabry (dir.), « L'UE et la Chine entre *de-risking* et coopération. Scénarios à l'horizon 2035 », *Rapport*, n° 126, Institut Jacques Delors, novembre 2023, p. 9.

contribue à renforcer l'indépendance géostratégique et économique des pays du Sud global face aux grands bouleversements mondiaux, à l'incertitude et aux fluctuations qui les caractérisent.

Cependant, la mise en œuvre de cette stratégie exige des conditions importantes qui ne sont pas remplies par de nombreux pays du Sud global. Parmi ces conditions essentielles, on peut souligner la présence d'un avantage géostratégique, financier, économique ou de ressources de matières premières dans les pays qui cherchent à mettre en place cette pluralité des alignements, de façon à leur permettre de résister aux pressions des grandes puissances et au mécontentement de certains alliés d'hier.

La mise en place de cette stratégie exige également une grande stabilité politique dans les pays du Sud, ce qui permet d'assurer la continuité de leurs choix géostratégiques. Le cas du Brésil est souvent cité à ce propos avec la réélection du président Luiz Inácio Lula da Silva, qui a conduit à des choix stratégiques fondamentalement différents de ceux de son prédécesseur, Jair Bolsonaro.

Cette nouvelle stratégie pour les pays du Sud, que de nombreux observateurs considèrent comme une vision proactive de la neutralité, ne se limite pas au niveau théorique, mais a également trouvé son expression dans les politiques mises en œuvre.

Les stratégies du multi-alignement, de la théorie à la pratique

De nombreux chercheurs ont étudié l'évolution des positions de certains pays du Sud dans ce monde multipolaire, illustrant ainsi cette nouvelle stratégie de multiplication des alliances. Nirupama Rao, ancienne secrétaire indienne aux Affaires étrangères et ancienne ambassadrice en Chine et aux États-Unis, dans un article intitulé « Les avantages de la rivalité : l'opportunité de grande puissance de l'Inde¹³ », met en avant les efforts de l'Inde pour développer une stratégie de neutralité et d'indépendance dans un contexte géopolitique global complexe et incertain. L'Inde cherche à façonner cette stratégie en relation avec les grandes puissances et le monde multipolaire, en particulier avec quatre acteurs majeurs qui influencent ses choix stratégiques.

L'Inde fait face à des défis importants dans sa relation avec la Chine, notamment en raison des conflits frontaliers qui ont été à l'origine de confrontations militaires et des tensions majeures. Mais ces conflits n'ont pas conduit l'Inde à rompre ses liens commerciaux avec la Chine qui reste son principal partenaire commercial. De plus, l'Inde est restée membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), dominée par la Chine.

13. Titre original : « The Upside of Rivalry: India's Great Power Opportunity », *Foreign Affairs*, mai/juin 2023.

Le deuxième partenaire clé de l'Inde est l'Occident, en particulier la France et les États-Unis, avec lesquels le Premier ministre indien, Narendra Modi, maintient des relations fortes. Cette collaboration concerne les domaines économiques, en particulier les technologies de pointe, ainsi que les domaines de sécurité et de défense. Les États-Unis et l'Inde partagent des informations militaires et de sécurité, et les États-Unis participent à la formation des responsables militaires indiens. L'Inde est également membre du Quadrilateral Security Dialogue (QUAD), une alliance créée en 2007 par les États-Unis avec l'Australie, le Japon et l'Inde pour contrer l'influence chinoise en Asie et dans l'océan Indien.

Le troisième acteur dans l'équation stratégique indienne est la Russie. Bien que l'Inde ait refusé de se ranger du côté de l'Occident pour condamner l'intervention militaire russe en Ukraine, elle a exprimé son désaccord avec cette action et souligné l'importance du respect des frontières nationales. Parallèlement, l'Inde continue de dépendre de la Russie pour ses achats d'équipement militaire et compte sur son influence pour atténuer les tensions avec la Chine.

Enfin, l'Inde cherche à maintenir son influence dans les pays du Sud global, notamment en participant activement au sein du groupe des BRICS, tout en poursuivant son engagement en Afrique.

De nombreuses analyses et recherches considèrent que les choix stratégiques de l'Arabie saoudite s'inscrivent également dans cette nouvelle dynamique de multiplication des alliances. D'une part, le Royaume demeure un allié majeur des États-Unis, mais en même temps, il développe sa coopération avec la Russie, notamment pour réduire la production mondiale de pétrole au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) afin de maintenir des prix élevés sur le marché mondial. L'Arabie saoudite a cherché également à sortir des tensions avec l'Iran en concluant un accord avec la médiation chinoise, pour atténuer les menaces sécuritaires et militaires dans la région.

En somme, les pays du Sud global ont récemment changé leurs stratégies pour s'adapter au nouveau monde et aux exigences et défis de la multipolarité. Des pressions au sein des institutions existantes à la revitalisation d'organisations telles que les BRICS, en passant par la multiplication des alliances, les pays du Sud global ont réagi aux changements mondiaux pour mieux défendre leurs intérêts et devenir de grands acteurs dans la réforme de l'ordre global.

Cette quête d'autonomie de la part des pays du Sud global ne se limite pas aux aspects politiques, elle influence également les axes de coopération et les choix économiques. À l'instar des grandes économies avancées, c'est une stratégie de *de-risking* qui se dessine dans de nombreux cas.

Le *de-risking* : enjeux et défis

La notion de *de-risking* est courante dans le domaine financier où les institutions financières ou bancaires peuvent prendre des décisions pour réduire ou arrêter leurs relations avec des clients ou une catégorie de clients qui comporte des risques importants. Cette notion a été récemment importée dans l'analyse géoéconomique pour devenir une question centrale dans beaucoup de pays, notamment en Europe et surtout aux États-Unis.

La notion de *de-risking* a été utilisée pour la première fois par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen le 30 mars 2023 dans une conférence sur les rapports entre les pays de l'Union européenne (UE) et la Chine¹⁴. Dans cette conférence, elle soulignait que les rapports entre ces deux régions sont très importants mais sont marqués par de fortes inégalités en faveur de la Chine du fait des distorsions mises en place par le gouvernement chinois. Dans ce contexte, la présidente de la Commission appelait à la mise en place d'une stratégie de *de-risking* par la voie diplomatique.

Cette notion sera rapidement adoptée par l'administration américaine¹⁵ et les pays du G7. Elle fera référence à une stratégie globale visant à réduire la dépendance des pays occidentaux de la Chine dans un certain nombre de secteurs stratégiques.

Cette stratégie cherche à éviter la voie du découplage (*de-coupling*) avec la Chine qui comporterait d'importants défis pour les pays occidentaux. Ce choix a été exprimé de manière claire par le chancelier allemand Olaf Scholz qui déclarait dans un discours en 2023 en présence d'un groupe de ministres chinois « *de-risking* : *yes*, *de-coupling* : *no* ». Le découplage suppose une séparation radicale entre les pays occidentaux et la Chine, qui ne paraît pas souhaitable pour plusieurs raisons¹⁶.

La première raison qui milite en faveur de ce choix de limiter les vulnérabilités au lieu d'une rupture brutale concerne l'importance prise par la Chine dans les relations commerciales et leur interpénétration avec ses partenaires occidentales, rendant cette séparation risquée. La seconde raison concerne l'impact global d'un découplage qui accentuerait la fragmentation du monde et renforcerait les incertitudes.

14. « Speech by President Von der Leyen on EU-China Relations, to the Mercator Institute for China Studies and the European Policy Centre », Bruxelles, Commission européenne, 30 mars 2023.

15. « Press Briefing by Press Secretary K. Jean-Pierre and National Security Advisor J. Sullivan on the President to Japan », Washington D.C., Maison-Blanche, 2023.

16. A. Demarais, « What Does “De-risking” Actually Mean ? », *Foreign Policy*, août 2023.

Le *de-risking* est une réponse globale de la part des États-Unis et des pays européens et occidentaux afin de réduire une dépendance stratégique vis-à-vis de la Chine. Ce faisant, les États-Unis se sont, implicitement ou explicitement, fixé quatre objectifs stratégiques¹⁷ :

- ralentir la montée économique de la Chine et à maintenir la suprématie de l'économie américaine sur l'économie globale ;
- réduire l'accès de la Chine aux nouvelles technologies ;
- limiter l'accès de la Chine aux technologies militaires et maintenir sa dépendance vis-à-vis des États-Unis dans ce domaine ;
- réduire une forte dépendance des pays occidentaux vis-à-vis des pays émergents, mise à nu par la pandémie du Covid-19 dans certains secteurs notamment des médicaments et des principes actifs et bien d'autres produits et équipements médicaux.

La stratégie du *de-risking* vise à protéger les États-Unis et à construire leur compétitivité dans les secteurs qui seront au centre des nouvelles dynamiques de croissance à venir, autour du numérique et de la révolution verte. Dans le premier cas, cela concerne particulièrement les secteurs de l'intelligence artificielle, des semi-conducteurs et l'informatique quantique. Dans le second, il s'agit des matières premières et technologies indispensables à la transition verte, comme le lithium, les batteries et autres technologies liées aux véhicules électriques, ainsi que d'autres équipements comme les panneaux solaires. Il s'agit de garantir l'autonomie de l'économie américaine dans sa transition verte et de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine.

La stratégie américaine de *de-risking* est basée sur deux outils majeurs¹⁸. Le premier outil concerne le retour en force du contrôle des exportations, largement utilisé lors de la guerre froide contre l'URSS. Le second outil est lié à une résurgence des politiques industrielles longtemps décriées au cours des années de la « globalisation heureuse » avec le vote de deux lois importantes aux États-Unis au mois d'août 2022, le *CHIPS and Science Act* qui vise à favoriser le retour aux États-Unis des entreprises dans les nouvelles technologies, particulièrement les semi-conducteurs, et l'*Inflation Reduction Act* qui favorise un accès aux véhicules électriques et les batteries ainsi que les matières premières critiques pour cette transition verte.

L'ensemble de ces éléments permet de dresser les contours d'une stratégie de *de-risking* visant à réduire la dépendance stratégique des États-Unis et des pays occidentaux en général vis-à-vis de la Chine et à ralentir son hégémonie montante sur l'économie globale. Le renforcement de cette stratégie de *de-risking* s'observe au niveau des échanges commerciaux, dont les tendances des dernières années ont été plus influencées par les affinités

17. A. Demarais, « What Does “De-risking” Actually Mean ? », *op. cit.*

18. *Ibid.*

géopolitiques (*friendshoring*) que par la simple proximité géographique (*nearshoring*)¹⁹.

Cette stratégie face cependant face à plusieurs défis, dont la forte interdépendance entre les États-Unis et la Chine pour un certain nombre de produits stratégiques. À terme, elle pourrait mettre en danger les chaînes de valeur globale et accélérer la fragmentation de l'économie globale²⁰.

En outre, le débat global sur le *de-risking* est centré aujourd'hui sur les stratégies et les politiques mises en place aux États-Unis et dans l'ensemble des pays occidentaux, et perd de vue les dynamiques en cours dans les pays du Sud global.

Le *de-risking* : vers une nouvelle coopération dans le Sud global ?

La stratégie du *de-risking* n'est pas propre aux pays occidentaux, mais les effets de la géoéconomie commencent à jouer un rôle important dans les pays du Sud global, particulièrement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces effets sont à l'origine d'importantes transformations des flux d'échanges entre les pays du Sud global et le reste du monde.

Cette stratégie de *de-risking* s'observe à travers plusieurs grandes tendances dans les échanges mondiaux. La première tendance est relative à l'accroissement des échanges entre pays du Sud global relativement plus marqué que les échanges globaux²¹.

Elle s'observe de manière plus radicale si on examine l'évolution de l'interdépendance des pays du Sud qui diminue avec les pays occidentaux au profit d'une plus grande progression avec d'autres pays du Sud²². Ainsi, la Russie enregistre une plus grande interdépendance dans ses échanges avec la Chine, lesquels ont connu une croissance de 5,8 % en 2023, qu'avec l'UE qui a vu ses échanges chuter de 4 % au cours de la même année²³. Cette tendance s'observe également pour le Brésil, un autre poids lourd du Sud global, qui a vu son interdépendance avec la Chine progresser de 3,3 % et celle avec l'UE baisser de 0,8 %.

19. Voir la carte « Regional Trade Growth in Goods during Q1 2024 » in « Global Trade Update Report », CNUCED, juillet 2024, p. 5, disponible en PDF sur : <https://unctad.org>.

20. A. Capri, « China Decoupling Versus De-risking: What's the Difference? », Hunrich Foundation, 12 décembre 2023.

21. Voir la carte « Regional Trade Growth in Goods during Q1 2024 », *op. cit.*

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*

Il est également possible d'observer cette tendance à une plus grande diversification des investissements et l'accélération des accords de libre-échange entre les pays du Sud global.²⁴

Les pays du Sud global ont utilisé plusieurs outils pour faire face à cette intrusion de la géoéconomie dans les relations internationales. Le premier concerne la politique commerciale avec des réponses à l'augmentation des tarifs douaniers de la part des pays développés, notamment de la Chine vis-à-vis des États-Unis, et d'autres formes de rétorsion commerciales. Il faut également mentionner le développement de politiques industrielles actives de la part des grands pays du Sud global et la mise en place d'importantes formes de soutien aux entreprises dans les secteurs stratégiques. On peut par ailleurs souligner le renforcement de la coopération entre les pays du Sud global, particulièrement à destination des pays du Golfe.

Les scénarios du *de-risking* du Sud global

L'avenir de l'ordre global et les perspectives du monde à venir sont au centre des débats publics parmi les *think tanks* et les institutions au sein du Sud global. Plusieurs scénarios sont envisagés dans ces débats parmi lesquels trois reviennent souvent dans les échanges.

Un premier scénario est l'accélération de la fragmentation. Il se fonde sur l'hypothèse d'une plus forte intrusion de la géoéconomie et de l'impact des conflits dans l'ordre global, venant renforcer ainsi les tensions entre les grands blocs. Ce scénario serait à l'origine d'une accélération de la fragmentation en cours et les pays du Sud global iraient renforcer leur coopération dans les différents domaines commerciaux, financiers et industriels. À terme, ce scénario pourrait déboucher sur un nouveau non-alignement global et les pays du Sud global pourraient renforcer les institutions afin de sortir de l'ordre global hérité de Bretton Woods.

Ce scénario, le moins optimiste même s'il est présent dans les débats publics dans les pays du Sud global, paraît le moins réaliste pour plusieurs raisons. La première concerne le niveau élevé d'interdépendance économique et industrielle. La seconde raison est liée à la volonté d'un grand nombre de pays du Sud global d'adopter une démarche moins idéologique et plus pragmatique, et de s'inscrire dans la stratégie du multi-alignement.

Un deuxième serait celui d'une nouvelle coopération. Il suppose une grande réforme de l'ordre global et l'établissement d'un consensus global sur la nécessité de construire un monde multipolaire dans lequel les pays du Sud global peuvent jouer un rôle important. Ce scénario impliquerait de

24. Voir le tableau « Global Interdependence Trends Are Shaped by Geopolitical and Economic Factors » in « Global Trade Update Report », CNUCED, juillet 2024, p. 6, disponible en PDF sur : <https://unctad.org>.

profondes réformes des institutions politiques, économiques et financières de l'ordre global héritées de la Seconde Guerre mondiale afin qu'elles reflètent l'état des rapports de force actuels. C'est un scénario auquel résistent les pays occidentaux.

Un troisième scénario serait celui du *statu quo*. Ce dernier scénario suppose la poursuite du désordre actuel. Il en résulterait une grande incertitude et une grande instabilité de l'ordre global, avec une poursuite des stratégies du *de-risking* et des réponses immédiates dans le but de gérer les conflits persistants et d'empêcher leur transformation en crises ouvertes.

Conclusion

Les risques d'une fragmentation renforcée de l'économie se font plus pressants avec le développement des conflits en Europe ou au Moyen-Orient, le risque de leur extension et l'intensification des guerres commerciales. Ces dangers globaux sont à l'origine d'un retour du nationalisme économique et des stratégies de souveraineté que les grandes puissances économiques mondiales sont en train de mettre en place. Le Sud global n'est pas en reste et a cherché à répondre à ces risques globaux au niveau politique à travers une stratégie de multi-alignement et au niveau économique par le biais d'un renforcement de la coopération et des échanges entre les pays. Ces stratégies et les réponses aux turbulences globales risquent de renforcer les tendances à la fragmentation de l'ordre global. À moins qu'une nouvelle dynamique mettant l'accent sur la coopération et un nouveau multilatéralisme prenne le pas et permette de reconstruire les fils distendus du monde global.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org